

Entre Berne et Bruxelles : je t'aime moi non plus

Carole Riegel

Mis en ligne le 06/12/2012

Vingt ans après le non à l'Europe, les Suisses restent prudents.

Suisse Correspondante en Suisse

Vingt ans après, anniversaire controversé, la Suisse se souvient du jour où elle a tourné le dos à l'Union européenne. Le 6 décembre 1992, 18 cantons sur 26 et 50,3 % des électeurs rejetaient le rattachement de la Suisse à l'Espace économique européen. Depuis, la vigueur de ce rejet n'a cessé de se confirmer. Le 3 mars 2001 la claque à l'initiative "Oui à l'Europe" avec 70 % de "non" signait la fin de la vague d'europhilie en Suisse.

Pour Frédéric Esposito, politologue et chargé de cours à l'Institut européen à Genève, l'érosion des europhiles a été constante. *"Les sondages montrent que moins de 18 % des Suisses sont désormais favorables à l'UE, alors qu'ils étaient 30 à 40 % dans les années 1990."* Et jusqu'à aujourd'hui, *"aucune majorité populaire ou volonté des milieux économiques ne s'est dessinée pour l'adhésion"*, complète Philippe G. Nell, ministre diplomatique, secrétaire d'Etat à l'Economie. *"Il y a dix ans, j'y croyais, car l'Europe était prometteuse"*, avoue Jean-Jacques Hofstetter, un dynamique chef d'entreprise vaudois. *"Aujourd'hui, elle est en faillite avec les conséquences des hérésies financières et les endettements irresponsables d'une grande partie des pays, c'est une vraie déception."*

Les arguments expliquant cette dégringolade dans les opinions sont récurrents. La Suisse *"demeure très attachée à sa souveraineté par le biais du fédéralisme et de la démocratie directe"*, indique Philippe G. Nell, tandis que Frédéric Esposito évoque le credo d'une *"diplomatie helvétique résolument pragmatique, qui favorise les questions économiques selon une analyse coût-bénéfice visant à gagner un franc sur trois au travers des échanges avec l'UE. Un équilibre délicat"*.

S'y ajoutent les perspectives économiques incertaines - effets de la crise de la dette souveraine sur l'euro et le franc suisse, taux de chômage élevé dans l'UE - mais aussi les craintes de dilution dans un grand ensemble et la perte d'identité. *"Qui représente l'Europe ?"*, s'interroge Gilles Grin, historien et directeur de la Fondation Jean Monnet à Lausanne. *"L'autorité exécutive est morcelée, avec plusieurs responsables sans équivalence nationale."* Et de déplorer la tendance lourde des Etats qui envoient systématiquement aux opinions publiques le message de négociations âpres, de consensus arrachés dans la douleur pour défendre à tout prix les intérêts des pays. Un travers largement relayé par les médias nationaux, *"bien loin de l'esprit des pères fondateurs"*, regrette l'historien, *"alors que les défis communs sont à relever ensemble, Jean Monnet voulait avant tout une union entre les hommes"*.

"L'Europe doit nous faire la cour"

Sans aucun consensus ni vision claire des Etats membres sur la finalité de cette construction, sans espace politique achevé ni précédent historique, la forme atypique de l'institution pose problème, sa géométrie variable inquiète. *"L'Union européenne est très difficile à appréhender. C'est dur pour tous les citoyens de naviguer à vue. Si ça l'est pour un Suédois, un Italien, il n'y a pas de raison qu'un Suisse la comprenne mieux"*, conclut Gilles Grin.

Ainsi, les réserves manifestées par les citoyens helvétiques ne font que refléter celles de leurs voisins. Critique envers les dirigeants européens, diagnostiquant sévèrement la gouvernance du projet, la Suisse agit comme un eurobaromètre et *"apparaît en réalité comme un très bon indicateur de l'humeur de tous les citoyens de l'UE"*, sourit Frédéric Esposito. Une humeur parfois conciliante : *"c'est normal, un jour on va y aller"*, concède Jean-Jacques Hofstetter. *"On ne va pas finir comme une réserve d'Indiens, seuls dans notre îlot au milieu de l'Europe. Appartenir à l'UE est inévitable, mais à certaines conditions cadres. L'Europe doit nous faire un peu la cour."*

Cet article provient de <http://www.lalibre.be>

